

Le Vietnam, un futur «dragon» asiatique ?

Claude Gauvreau

Non, le Vietnam n'évoque plus, ou de moins en moins, des images de guerre et de destruction qui, pendant longtemps, ont hanté les écrans de télévision et les pages des journaux. Le Vietnam est un pays réunifié, engagé sur la route de la modernisation et de l'industrialisation. Son but? Accéder, d'ici 2010, au rang des «dragons» asiatiques, au même titre que Hong-Kong, Taïwan ou Singapour.

Récemment, une délégation de personnalités vietnamiennes – des responsables des milieux universitaires et de l'éducation, ainsi que des représentants de la Chambre de commerce et d'industrie et de l'Union des femmes – a séjourné au Québec afin de consolider ses liens avec les milieux d'affaires canadiens et de renforcer la coopération avec l'UQAM. Une visite qui s'inscrivait dans le cadre des activités du Programme d'appui au développement institutionnel et régional en gestion au Vietnam, lancé il y a un an grâce à l'appui financier de l'ACDI.

Un premier bilan

Ce programme d'appui, dont le responsable est M. Guy Goulet, professeur associé au Département des sciences comptables, veut contribuer à faciliter la transition du Vietnam vers une économie de marché, en suscitant la concertation entre les acteurs économiques et académiques régionaux et, enfin, en créant un réseau d'échanges permanent entre le Vietnam et le Québec.

L'implication de l'UQAM au Vietnam date déjà de 1989 et a emprunté, depuis, de multiples formes : missions d'enseignement, création et réforme de programmes de formation en gestion, conférences et séminaires, développement d'un bassin de forma-

teurs et de gestionnaires. Par ailleurs, des professeurs et des cadres vietnamiens sont venus effectuer des stages d'études à l'UQAM. Comme le précise le recteur de l'Université nationale d'économie de Hanoi, M. Nguyen Dinh Huong, «l'UQAM a été choisie pour partenaire parce qu'elle a proposé un projet qui correspondait à nos besoins de formation de gestionnaires et de formateurs dans des domaines aussi importants, pour nous, que la comptabilité ou l'économie du travail».

Changer le visage du Vietnam

Pour comprendre la portée de telles activités, il faut rappeler que, depuis 1986, le Vietnam s'est engagé dans un vaste projet de réformes, le *Doi Moi*, visant à transformer l'économie planifiée et centralisée en une économie de marché. Attention, il ne s'agit pas d'un virage vers la libre concurrence car les réformes se déroulent à l'enseigne du socialisme. Jusque-là, explique M. Hoang Van Dung, secrétaire général de la Chambre de commerce et d'industrie, le Vietnam ne recevait aucune aide signifiante de la part de la communauté internationale, hormis celle de l'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est. En outre, le pays souffrait d'un grave déséquilibre économique et connaissait une inflation galopante de l'ordre de 700 %. Puis, le gouvernement a permis de développer une économie marchande et a encouragé le développement d'un secteur privé dont le nombre d'entreprises est passé de 770 en 1990 à 50 000 aujourd'hui».

Les réformes, dit-il, ont permis de mettre fin aux pénuries alimentaires. Au cours des années 90, le PIB a augmenté de 7,5 % en moyenne par année, et la production industrielle de 12 %. Enfin, les investissements étrangers connaissent eux aussi une forte progression avec 2 300 projets à ce jour, provenant de divers pays et to-



Photo : Sylvie Trépanier

De gauche à droite : M. Hoang Van Dung, secrétaire général de la Chambre de commerce et d'industrie, M. Nguyen Dinh Huong, recteur de l'Université nationale d'économie de Hanoi, et Mme Le Thi Thu, première vice-présidente de l'Union des femmes du Vietnam.

talissant 36 milliards de dollars américains.

Des priorités et des besoins variés

Au Vietnam, les besoins de connaissances en matière de gestion sont énormes, que ce soit pour l'élaboration de politiques financières et monétaires, ou pour la formation de cadres et de formateurs dans les entreprises. Ainsi, l'Université nationale d'économie de Hanoi vise à développer une expertise en management et à devenir un centre de référence en consultation et transfert de technologies. Les femmes, par ailleurs, ont aussi des besoins particuliers. Selon Mme Le Thi Thu, première vice-présidente de l'Union des femmes qui compte plus de huit millions de membres, les femmes se trouvent à la tête de plus de 50% des petites et moyennes entreprises. L'Union veut

également augmenter le nombre de femmes détenant des diplômes de maîtrise et de doctorat.

Un Centre d'études sur le Vietnam

La création, il y a un an, d'un Centre d'études et de recherches sur le Vietnam, dirigé par M. Paul-Martel Roy, professeur au Département des sciences économiques, constitue l'une des retombées importantes du programme d'appui. «Le Centre, souligne M. Roy, entend soutenir toutes les initiatives de recherches concernant le Vietnam, quelle que soit la discipline. Des recherches ont déjà été amorcées avec des stagiaires vietnamiens à l'UQAM sur les transformations du système financier du pays. Un colloque a aussi été organisé dernièrement auquel ont assisté des membres de la délégation vietnamienne ainsi que des représentants du milieu cana-

dien des affaires». La coopération devrait s'intensifier au cours des prochains mois. À la mi-novembre, une mission regroupant des gens d'affaires canadiens et des représentants des milieux de l'éducation, dont les cégeps, se rendra au Vietnam. Au même moment, l'UQAM accueillera cinq nouveaux étudiants vietnamiens qui s'ajouteront aux dix autres déjà sur place.

Le plus important consiste à faire en sorte que les universités et autres institutions vietnamiennes puissent elles-mêmes planifier leur propre développement sur tous les plans. Quant à l'UQAM, elle continuera d'accroître l'intérêt des étudiants, des enseignants et des gens d'affaires pour la coopération internationale et le progrès économique et social du Vietnam.